

N°458

du 23
Décembre
2011

P.6

Pour l'atteinte des OMD
en 2015 au Togo



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**L'Union européenne
mettra 11 milliards
Cfa pour le secteur
Eau et assainissement
pour la région
Maritime**

P.3 Nouvelle Convention Collective Interprofessionnelle du Togo

Le salaire de base de 35.000 francs Cfa pourra-t-il s'imposer à tous ?

P.6

Amélioration de
l'environnement des affaires

**Le commerce des
produits forestiers
veut se simplifier**



Photo: L'Union

Nicoué Broohm, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

P.6

Projet de Gestion Intégrée des
Catastrophes et des Terres

**Environ 8 milliards Cfa
de la Banque mondiale pour
mieux gérer les risques**

P.3

Préparation du second fonds PURISE de la Banque mondiale

**Cinq rues à paver, trois
collecteurs et une conduite
à construire à Lomé**

* L'ancienne rue Gaïtou, à Bè, sera pavée sur 1 500 mètres.
* Le dédoublement du Boulevard de l'Oti, à Bè-Kpota, sera achevé.

P.3

Au vu des chiffres sur les recettes publiques
collectées en novembre 2011

**Difficile pour l'Etat de boucler
ses prévisions budgétaires en
ressources propres**

FOOTBALL/NECROLOGIE

Les victimes de l'accident de Gléi inhumées

Les six personnes décédées dans l'accident du bus de l'Etoile Filante le 26 novembre dernier ont été inhumées jeudi à Lomé à la suite de l'hommage qui leur a été rendu par le public sportif au stade Oscar Anthony de Béniglato.

Gilles Vevey

Entre les pleurs et la consternation générale, les cercueils ont été descendus un à un après un tour d'honneur sur le stade. Puis la foule des grands jours qui a fait le déplacement a suivi dans le recueillement la célébration de la parole avant d'écouter les quatre oraisons enregistrées.

Si l'oraison funèbre du club présentée par Me Attoh Mensah a mis en exergue les qualités de Charlie Balogou, de Christophe Dagbovie, d'Isidore Kuma, d'Azianou Kodjo, de Jean Tchapo et de Yolande Adabra, celle de la Fédération Togolaise de Football lue par son porte-parole, Amavi Patatu, a été axée sur les impacts de ce drame dans le fonctionnement de l'institution.



"Nous sommes atteints jusque dans les structures profondes de notre organisation. Et nous en sommes consternés", a-t-il déclaré, avant de demander au Seigneur d'éloigner du football togolais la litanie de drames qui le frappent depuis quelques années pour qu'au Togo "sport ne rime plus avec mort".

FOOTBALL/HUMANITAIRE

La Fondation Kodjovi Obilalé pour venir en aide aux sportifs handicapés

Kodjovi Obilalé restera pour toujours la star de la Coupe d'Afrique des Nations 2010. Un statut dont se serait bien passé le gardien togolais, passé d'anonyme à la Une des journaux après avoir été grièvement blessé par les balles des indépendantistes du FLEC, au Cabinda, avant même le début de la compétition angolaise.

Depuis, l'ancien footballeur, âgé de 27 ans, continue de se battre.

Pour vivre sa vie, "une vie d'homme normal" comme il le dit lui-même mais aussi pour les handicapés, dont il a rejoint les rangs.

En effet, selon Afrik-Foot, l'ex-gardien de Pontivy va bientôt lancer une Fondation à son nom, avec Emmanuel Adebayor, le capitaine des Eperviers, en tant que président d'honneur. "La Fondation Obilalé œuvre pour une plus grande prise en compte des han-

dicapés sportifs en leur apportant un soutien matériel et financier. Malgré leurs efforts de se constituer en association pour défendre leurs intérêts, les personnes handicapées sont marginalisées et considérées comme des laissés pour compte. La Fondation Obilalé vient briser cette barrière pour leur donner du réconfort", explique l'intéressé.

Et pour marquer le lancement

de la Fondation, prévu pour l'année 2012, un grand match est organisé. D'un côté, les Amis d'Obilalé (un mélange de joueurs de Pontivy et de l'équipe nationale du Togo); de l'autre, les Amis d'Adebayor (Samuel Eto'o, Didier Drogba, Michael Essien, Seydou Keita, Asamoah Gyan, Salomon Kalou, John Obi Mikel, Stéphane Sessegnon...). Du beau monde pour une belle cause. (Afrik.com)

Football/ Espagne et Pays de Galles lauréats de l'année

La dernière édition du Classement mondial FIFA/Coca-Cola de l'année, publié mercredi, ne voit que peu de changements. L'Espagne, championne du monde et d'Europe, reste en tête du classement devant les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Uruguay, qui continuent de se livrer un mano-à-mano passionnant pour la seconde place. Ainsi, pour la quatrième fois consécutive, l'Espagne remporte le titre d'"Équipe de l'année".

La "Progression de l'année" revient quant à elle au Pays de Galles (48ème, plus 2), qui a récolté plus de points que quiconque (330) au cours de l'année 2011. Grâce à leurs excellentes performances, notamment lors du deuxième semestre avec des victoires remportées face au Monténégro, à la Suisse et la Bulgarie dans le cadre des éliminatoires de l'UEFA EURO 2012, les Gallois ont réintégré le Top 50.

Au niveau des confédérations, il est intéressant de comparer le Top 50 de cette édition à celui du classement de décembre 2010. Par rapport à décembre 2010, la CONMEBOL (9 équipes au sein du Top 50, plus 3), la CONCACAF (3, plus 1) et l'AFC (4, plus 1) sont désormais davantage représentées au sein du Top 50 au détriment de la CAF (7, moins 3) et de l'UEFA (27, moins 2). Les meilleures équipes par confédération sont l'Espagne (1ère), l'Uruguay (4ème), la Côte d'Ivoire (16ème), le Japon (19ème), le Mexique (21ème) et la Nouvelle-Zélande (119ème).

Le Togo, lui, a marqué le pas en restant scotché à la 101e place.

Ligue des champions/ Ceux qui en rêvent encore

Sur 56 au départ, ils sont encore une trentaine de joueurs africains à pouvoir comme Seydou Keita, la saison passée, soulever la Ligue des Champions européenne, cru 2011-2012. Alors que le tirage au sort des huitièmes de finale a eu lieu vendredi, état des troupes.

Seydou Keita va-t-il se succéder à lui-même, lors de l'édition 2011-2012 de la Ligue des Champions. Seul vainqueur africain engagé, le milieu international malien du FC Barcelone devra pour cela éliminer le Bayer Leverkusen en huitièmes de finale. Parmi les autres choix impliquant des stars africaines, citons un très alléchant Milan AC-Arsenal, même si, côté rosso-nero, Kevin Prince Boateng a renoncé à défendre les couleurs du Ghana, et Taye Taiwo pourrait lever le camp au mercato. Chez les gros outsiders, le FC Bâle (avec Jacques Zoua, Gilles Yapi et Fwayo Tembo), et le CSKA Moscou (Seydou Doumbia, Chidi Odiah et Sekou Jabateh Oliseh) auront fort à faire, face respectivement au Bayern Munich et au Real Madrid. Signalons enfin que ce sont les clubs français, l'OL et l'OM, qui sont les mieux fournis en joueurs africains.

Les matches aller auront lieu les 14 et 22 février 2012, les manches retour les 6 et 14 mars 2012. La liste présentée est susceptible d'être modifiée en fonction du mercato hivernal.

GAGNANTS DU 8^{ÈME} TIRAGE

DATE	TELEPHONE	LOTS
11/12/2011	90 17 56 13	1 000 000 F CFA
07/12/2011	91 54 47 25	1 000 000 F CFA
11/12/2011	91 26 38 13	500 000 F CFA
11/12/2011	90 23 55 46	500 000 F CFA
11/12/2011	90 02 72 07	200 000 F CFA
11/12/2011	90 06 46 87	200 000 F CFA
11/12/2011	90 05 80 37	200 000 F CFA
11/12/2011	90 27 76 55	200 000 F CFA
10/12/2011	90 00 48 55	200 000 F CFA
09/12/2011	90 33 47 76	200 000 F CFA
08/12/2011	90 02 86 55	200 000 F CFA
07/11/2011	90 02 59 40	200 000 F CFA
06/11/2011	90 07 03 39	200 000 F CFA
05/11/2011	90 39 61 33	200 000 F CFA
11/12/2011	90 12 24 49	100 000 F CFA
11/12/2011	90 34 27 96	100 000 F CFA
11/12/2011	91 18 76 21	100 000 F CFA
11/12/2011	90 18 39 14	100 000 F CFA
11/12/2011	91 18 94 45	100 000 F CFA
11/12/2011	90 53 40 11	100 000 F CFA
11/12/2011	90 14 54 73	100 000 F CFA
11/12/2011	91 21 66 84	100 000 F CFA
11/12/2011	90 05 06 84	100 000 F CFA
11/12/2011	92 24 48 11	100 000 F CFA
11/12/2011	90 25 49 42	100 000 F CFA
11/12/2011	90 06 68 62	100 000 F CFA
11/12/2011	91 91 14 95	100 000 F CFA
11/12/2011	90 02 08 48	100 000 F CFA
11/12/2011	90 00 35 94	100 000 F CFA
10/12/2011	90 17 45 71	100 000 F CFA
10/12/2011	90 13 44 67	100 000 F CFA
10/12/2011	90 04 52 29	100 000 F CFA
09/12/2011	90 33 92 56	100 000 F CFA
09/12/2011	90 23 18 50	100 000 F CFA
09/12/2011	90 93 78 21	100 000 F CFA
08/12/2011	90 86 20 22	100 000 F CFA
08/12/2011	90 16 31 48	100 000 F CFA
08/12/2011	90 90 83 92	100 000 F CFA
07/12/2011	92 40 32 28	100 000 F CFA
07/12/2011	92 30 78 55	100 000 F CFA
07/12/2011	90 27 01 94	100 000 F CFA
06/12/2011	90 71 02 98	100 000 F CFA
06/12/2011	90 98 04 13	100 000 F CFA
06/12/2011	90 22 45 43	100 000 F CFA
05/12/2011	90 19 99 92	100 000 F CFA
05/12/2011	90 76 80 63	100 000 F CFA
05/12/2011	90 03 43 77	100 000 F CFA

TOGO CELLULAIRE

60 JOURS CASH

Pluie de 100 000 000 FCFA

du 24 Octobre au 23 Décembre 2011

GRAND JEU QUIZ

Envoie CASH par SMS au 7000

Chaque jour des Millions à GAGNER CASH



LE LEADER

* COÛT DU SMS : 300 F CFA

Préparation du second fonds PURISE de la Banque mondiale

Cinq rues à paver, trois collecteurs et une conduite à construire à Lomé

* *L'ancienne rue Gaïtou, à Bè, sera pavée sur 1 500 mètres.*

* *Le dédoublement du Boulevard de l'Oti, à Bè-Kpota, sera achevé.*

Sylvestre D.

Pendant que se prépare encore le second fonds du Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE) de la Banque mondiale, il est indiqué par des sources autorisées que le gros du financement ira dans la construction d'ouvrages de drainage et d'infrastructures dans la capitale togolaise. A l'Agence d'exécution de travaux urbains (Agetur-Togo), maître d'ouvrage délégué du projet, on évoque une enveloppe de 14 millions de dollars, environ 7 milliards de francs Cfa, qui viendraient s'ajouter aux 26,80 millions de dollars du fonds initial et les 15 millions de dollars additionnels. Sur le papier, trois rues sont identifiées dans le quartier populaire de Bè pour être pavées, en plus du prolongement du boulevard de l'Oti et deux avenues à Gakli/Djidjolié. Côté drainage, trois collecteurs d'eaux, une conduite et deux caniveaux sont visés.

Il s'agit, pour les rues, de la rue de Tone, ancienne rue Gaïtou, à paver sur 1 500 mètres linéaires entre l'avenue Augustino de Souza et le boulevard du 13 Janvier ; de la rue du Temple, qui longe l'essencerie Shell sur Augustino de Souza côté nord, sur 900 mètres linéaires ; et enfin de la rue d'Assoli, qui fait une jonction sur 400 mètres au bout de la rue du Temple et celle de Tone. A l'exception de Tone, les deux premières voies sont à paver partiellement, mais on s'assure



Kwabena Amankwah-Ayeh, Chef de Projets Banque mondiale

qu'elles seront toutes dotées de canalisations qui drainent les eaux vers le lac de Bè. Ainsi, la rue d'Assoli sera dotée d'une conduite et de deux caniveaux latéraux (0,80 x H), de même que les deux autres. A Bè-Kpota, le dédoublement pavé du boulevard de l'Oti sera prolongé par le boulevard Malfakassa sur 1 800 mètres linéaires, aux environs du magasin NETADI. Enfin, la seconde chaussée des avenues Gakli/Djidjolié-Pya et Pya prolongé sera pavée sur 3 100 mètres linéaires.

Pour rappel, un appel d'offres international a été bouclé en octobre dernier par le ministère des

Travaux publics pour la construction et la réhabilitation de quatre rues dans Bè, dont l'historique Rue de l'OCAM. Il s'agit par ailleurs du Boulevard Mobutu Sessé Séko, long de 1750 mètres, qui fait la jonction entre l'hôtel Sarakawa et le marché d'Akodesséwa ; et des rues Litimé. La première rue Litimé joint le Boulevard Mobutu à la fin de la rue de l'OCAM, sur 1300 mètres, au niveau du nouveau siège en construction de Ecobank, en faisant une partie de la rue Kolidé. La seconde joint le Boulevard Mobutu à l'Avenue Augustino de Souza, au niveau du château d'eau, en

prenant dans son entièreté la rue Kolidé sur 1200 mètres linéaires. Outre Bè, il est également annoncé l'aménagement et le bitumage du tronçon qui quitte la Nationale 1, au niveau du cimetière à Agoè, et rallie le marché Agoè Assiyé, le Camp FIR et Légbassito sur 6 800 mètres.

Pour ce qui est des collecteurs à construire avec le deuxième fonds PURISE, celui de Totsi, sur la rue 164, devra drainer les eaux d'un nouveau bassin vers la dépression d'Aflao Gakli. Un autre, de 1,20 x 1,00 va quitter la dépression de Gbati vers le bassin d'Aflao Gakli, tandis qu'un troisième collecteur sera construit pour le bassin de Shell bretelle Klikamé vers le collecteur Kortho. Enfin, il est prévu de réhabiliter le bassin de Novissi, à Tokoin Wuiti, et celui de Nouveau Takassi, derrière l'Université de Lomé à hauteur de Lomégan.

Il importe de souligner que les différents aménagements de bassins de rétention (Agbalépédogan, cimetière de Gakli, Adébayor...) et les collecteurs concourent à mettre Lomé à l'abri d'inondations récurrentes. Au pire des cas, le PURISE a permis de construire un centre pour sinistrés de catastrophes naturelles et/ou anthropiques, à Agoè Logopé, d'une capacité de 1 000 personnes. La Banque mondiale compte aller plus loin que cela, dans le seul intérêt de la population, notamment par la réduction de la pauvreté.

Nouvelle Convention Collective Interprofessionnelle du Togo

Le salaire de base de 35.000 francs Cfa pourra-t-il s'imposer à tous ?

Ils sont nombreux à s'en foutre de payer le minimum à leurs collaborateurs: les directeurs d'écoles privées et confessionnelles, les patrons de presse, les chefs d'entreprises, les propriétaires de bars, etc. Si l'Etat applique la mesure sur les bulletins de paie de ses agents, la violation est plus patente dans le privé et le confessionnel. On ne s'en prive de payer moins de 12.000 francs Cfa aux employés (au 21^{ème} siècle !) alors même que le salaire de base qui devait s'imposer à tous est

faire l'Etat qui dispose des moyens coercitifs.

Qu'à cela ne tienne, à compter du 1^{er} janvier 2012, le travailleur togolais, peu importe son secteur d'activité, ne doit plus être payé en deçà de 35.000 frs Cfa convenus pour remplacer les 28.000 francs Cfa actuels. Les taux de paiement des heures supplémentaires, tout comme l'indemnité de départ à la retraite, sont aussi revus à la hausse. C'est, dit-on, la modernisation de la législation du travail par une amélioration globale



Il en existe de ces salariés qui rêvent de toucher au moins le SMIG

revalorisé à 28.000 francs jusqu'à la fin décembre 2011. C'est ce que révèle la nouvelle Convention collective interprofessionnelle signée le 20 décembre dernier à Lomé. Mais alors, comment arrivera-t-on à imposer la mesure à tous les secteurs d'activités ? Quelles sont les sanctions à appliquer à tous ceux qui refuseront d'appliquer la mesure ? Ici, on attend de voir ce que pourra

des conditions des travailleurs qui continue.

« Les travailleurs grévistes sont mieux protégés par rapport à l'ancien schéma. Nous avons aujourd'hui une nouvelle grille salariale, un barème base qui fait évoluer le minimum salarial au Togo qui est de 28.000 à 35.000 francs

(suite à la page 6)

Au vu des chiffres sur les recettes publiques collectées en novembre 2011

Difficile pour l'Etat de boucler ses prévisions budgétaires en ressources propres

Le budget général, exercice 2011, vit ses derniers jours. Son rapport d'exécution, du moins pour le compte du quatrième trimestre, n'interviendra que durant le premier trimestre de l'année prochaine. Mais, déjà, le risque est réel de constater que le pays n'arrivera pas à accrocher ses propres prévisions. C'est ce qui ressort des chiffres officiels retracés dans le tableau de bord du mois de novembre, lequel tableau indique les recettes et les dépenses publiques enregistrées de façon mensuelle. Ainsi, les Impôts dégagent 10,5 milliards de francs Cfa contre 14,2 milliards de francs Cfa pour les Douanes. Quant au Trésor public, il signale des entrées de 0,7 milliard de francs Cfa. Soit 25,4 milliards de francs Cfa au total. Un mois auparavant, et par rapport à septembre (24,8 milliards de francs Cfa en tout), les Impôts étaient en légère hausse et les Douanes statiques avec, respectivement,

10,4 milliards de francs Cfa et 14,2 milliards de francs Cfa. Pour rappel, le mois de juillet affichait 33,0 milliards de francs Cfa, subdivisés en 13,7 milliards des Impôts, 13,1 milliards des Douanes et 6,2 milliards du Trésor. En juin (24,7 milliards), il y avait un gap de 6,33 milliards de francs Cfa entre les recettes et les dépenses. Les deux régies financières ont fait 10,2 milliards et 11,4 milliards de francs Cfa en janvier, 8,1 milliards et 12,0 milliards de francs Cfa en février, 9,4 milliards et 12,2 milliards de francs Cfa en mars, 10,3 milliards et 11,3 milliards de francs Cfa en avril. Même en mai où on avait parlé de la première forte progression, elles déclaraient avoir versé 12,7 milliards de francs Cfa et 14,4 milliards de francs Cfa à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Le total était juste de 31,9 milliards.

Le cumul des recettes, lui, de janvier à novembre, dégage 284,8

milliards de francs Cfa sur les 320,2 milliards prévus au budget général. Tout calcul fait, il reste donc à obtenir pour le seul mois de décembre 35,4 milliards de francs, si l'on ne veut pas compromettre la fierté à se prendre en charge sur le minimum en tant qu'Etat. De toute vraisemblance, cela équivaudra à un miracle surtout que, jusque-là, aucun mois n'a atteint ce plafond de 35,4 milliards. Pourquoi les entrées n'arrivent toujours pas à suivre la demande en dépenses ? Question rouge, peut-être !

Et c'est ce qui se confirme une nouvelle fois. En octobre, il fallait payer les dépenses de 27,17 milliards de francs Cfa avec les 25,4 milliards de recettes. La situation est amère en novembre où, avec les 25,4 milliards de francs, il a fallu faire face aux 36,95 milliards de dépenses. En détails, 7,52 milliards de francs Cfa dont 3,88 milliards pour le seul secteur de l'Education, sont allés au « Traitement et



Adj. O. Ayassor, Ministre de l'Economie et des Finances

salaires », contre 9,14 milliards de francs en octobre, dont 3,31 milliards au profit des acteurs du

système éducatif national, et 10,81 milliards de francs Cfa en septembre. Les « Biens et

services » ont coûté, pour leur part, 12,06 milliards de francs Cfa, alors que les « Subventions et transferts » ont fait 2,41 milliards de francs et les « Dépenses d'investissement » 8,91 milliards de francs, tous en contrepartie domestique. Enfin, on a encore dû payer 1,35 milliard de francs pour les intérêts de la dette, dont 1,28 milliard pour la dette intérieure, et 4,71 milliards de francs pour l'amortissement de la dette, dont 4,66 milliards pour la dette intérieure.

En cumul, toutes les dépenses budgétaires effectuées, de janvier à novembre, s'élevaient à 286,84 milliards de francs Cfa, soit 102,09 milliards en Traitement et salaires, 59,88 milliards en Biens et services, 37,61 milliards en Subventions et transferts, 33,42 milliards en Investissement, 10,05 milliards en intérêts de la dette et 43,81 milliards en amortissement de la dette.

Pour des besoins de financement

Conclusion de 20 milliards Cfa d'émission de bons du Trésor togolais

Jean Afolabi

La boucle est finalement bouclée pour ce qui est des programmes d'émission de bons et obligations du Trésor au titre de l'année 2011 pour le Togo. D'après la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), à la demande du Trésor public togolais, l'émission de bons du Trésor, d'un montant en adjudication de 20 milliards de francs Cfa et d'une valeur nominale unitaire de 1 million de francs, a été conclue le 14 décembre. L'opération a connu 20 soumissions pour 14 participations dans les huit Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Le montant global des soumissions enregistrées est monté à 20,800 milliards de francs, dont 800 milliards de francs rejetés.

Le taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions est fixé à 104,00%, celui d'absorption à 96,15% et le taux marginal à 5,7500%. Le taux moyen pondéré est à 5,2606% pour une échéance à juin 2012.



Le bâtiment abritant le trésor public togolais

L'opération a enregistré plus de soumissions au Togo, avec 7,000 milliards de francs sur les 20 milliards recherchés par le gouvernement. Viennent ensuite le Mali, avec 5,000 milliard, la Côte d'Ivoire avec 3,000 milliards et les cinq autres pays de l'Union avec 1 milliard de francs chacun.

C'est la toute dernière programmation du Togo en 2011 pour le financement de ses besoins de développement. Au cours de l'année, le Trésor public avait déjà

émis deux autres bons et des obligations par Syndication. Le 28 février, des obligations d'une valeur de 47 milliards de francs ont été émises pour une durée de 5 ans, au taux de 6,50%. Quelques jours plus tard, le 4 mars, des bons de Trésor sont émis pour une valeur de 20 milliards de francs à taux multiple sur une durée de 3 mois. Enfin, le 10 juin, c'était l'émission d'autres bons de Trésor au taux multiple pour une valeur de 20 milliards de francs sur 6 mois.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA

Un total de 14,5 milliards Cfa prêtés par les banques du Togo à la mi décembre

Les opérations effectuées sur le marché interbancaire de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), au cours de la période du 7 au 13 décembre 2011, se situe à un total de 76 296 milliards de francs Cfa, dont la moitié pour des prêts et autant pour les emprunts. D'une manière générale, les prêts et les emprunts étaient assortis d'un taux moyen pondéré de 4,85%. Le taux minimum était fixé à 3,00% et le taux maximum à 7,00%.

Sur les 38,148 milliards de francs de prêts, les banques et établissements de crédit du Togo ont, au cours de cette période, enregistré 14,500 milliards de francs de prêts,

repartis en une semaine pour 12,500 milliards et en deux semaines pour 2,000 milliards de francs. A une semaine, les prêts étaient conditionnés d'un taux moyen pondéré de 4,23%, d'un taux minimum de 3,00% et d'un taux maximum de 5,75%. Les mêmes taux, à deux semaines, sont étaient respectivement à 5,76%, 4,50% et 6,50%. Les emprunts étaient à deux semaines pour 3,000 milliards et à un mois pour 2,000 milliards de francs.

Au sein de l'Union, les établissements du Sénégal avaient enregistré plus d'emprunts, à 17,000 milliards de francs. Ils étaient à un

jour (2,000 milliards), à une semaine (11,000 milliards), à deux semaines (2,000 milliards) et à un mois pour 2,000 milliards de francs. A cette dernière échéance, les taux étaient fixés respectivement à 5,55%, à 4,50% et à 7,00%. Après le Togo vient la Côte d'Ivoire en termes de prêts avec un total de 13,498 milliards de francs.

Le Niger a particulièrement enregistré de très faibles opérations, au cours de la période, avec 0,150 milliard de prêts et autant pour les emprunts. Le Burkina Faso et la Guinée-Bissau n'ont pas enregistré de prêts, tandis que le Mali ne l'a pas fait en emprunts.

En Côte d'Ivoire

L'AFD accorde un prêt de 5,2 milliards Cfa à la Sifca

Une convention de crédit d'un montant de 5,2 milliards de francs Cfa en faveur de Sucrivoire, une filiale du groupe SIFCA, vient d'être signée entre ce groupe et PROPARGO, une filiale de l'agence française de développement, pour la réhabilitation et la modernisation des complexes sucriers de Zuénoula et Borotou afin d'améliorer leur productivité.

Né de la privation de la Sodesucre, Sucrivoire est l'une des deux principales unités industrielles sucrières de Côte d'Ivoire. Elle détient deux unités agricoles intégrées implantées dans le nord et le centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Le projet

de réhabilitation et de modernisation des complexes sucriers est évalué à 37,2 milliards de F CFA dont 16,2 milliards de F CFA ont déjà fait l'objet d'approbation par les institutions financières, explique-t-on. Sucrivoire produit plus de 87.000 tonnes de sucre par an. Avec la conclusion de ce projet, l'entreprise pourrait atteindre une production annuelle de sucre de 115.000 tonnes à l'horizon 2014. Le directeur général de Proparco, Etienne Viard, a assuré que leurs actions visent à soutenir la sécurité alimentaire du pays à travers filière sucre, ajoutant qu'il s'agit également de "soutenir l'emploi et la croissance économique, mais surtout

l'agro-industrie, moteur du développement en Côte d'Ivoire, a-t-il indiqué. "La filière a souffert de la fraude et des importations frauduleuses", a souligné, pour sa part, le président du conseil d'administration du groupe Sifca, Jean-Louis Billon affirmant que ce projet va relancer une activité clé du pays notamment le sucre. Selon M Billon, la demande nationale peut-être satisfaite par son entreprise qui pourra même faire de l'exportation. En 2010, Sucrivoire a produit 187 000 tonnes de sucre pour une demande nationale estimée à 200.000 tonnes de sucre.

Aide alimentaire

Le Japon offre près de 3 milliards

Le gouvernement japonais a mis, mardi à Lomé, 420 millions de Yen japonais destinés à l'aide alimentaire au Togo, soit environ 2 milliards 633 millions (2.633.000.000) de francs Cfa, au titre de la coopération économique japonaise dans le cadre de la mise en œuvre du projet KR 2011 en faveur du Togo. Ceci vient clore une année 2011 particulièrement riche en événements heureux pour le Togo dans le réchauffement de sa coopération avec le Japon, inaugurant ainsi une nouvelle ère de coopération plus porteuse d'avenir pour le peuple togolais, a estimé le ministre des Affaires étrangères, Elliott Ohin. Pour lui,

l'accord de don, destiné à l'achat des produits et des services nécessaires pour la mise en œuvre du Projet, permettra non seulement de résoudre les problèmes alimentaires par l'amélioration de l'équilibre nutritionnel et le renforcement de la sécurité alimentaire mais également, à long terme, de réduire la pauvreté à travers le financement des projets sociaux et économiques par le fonds de contrepartie, condition sine qua non du développement durable.

Ce geste du Japon vient compléter une longue liste des actions avec la reprise effective de la coopération avec le pays du Soleil levant. Il s'agit, notamment de la mise

en place très prochaine du cadre de consultations biennales avec le Japon pour passer périodiquement en revue les accords et projets existants entre nos deux pays afin de rendre la coopération plus efficace entre les deux pays, le financement du Programme de lutte contre les changements climatiques d'un montant de 3,04 milliards de francs, l'exécution du "Projet d'aménagement des infrastructures scolaires" dans trois villages de la Préfecture de Dayes d'un montant de 36.455.702 francs, le financement du programme d'appui à un environnement favorable aux enfants à travers la participation communautaire dans les Régions des Savanes, de la Kara et Maritime d'un montant de 1,800 milliards de franc CFA, l'approbation récente par le Gouvernement japonais du financement du projet d'eau potable dans les Régions Maritimes et des Savanes pour un montant conséquent de huit cent quatre vingt dix neuf millions de yen, soit environ cinq milliards de francs.

Au Mali

Les Emirats à l'assaut des mines

Le Mali, troisième producteur africain d'or, derrière l'Afrique du Sud et le Ghana, avec une production de 50 tonnes par an, compte se doter d'une raffinerie de cette matière précieuse que le Fonds émirati s'est engagé à financer à hauteur de 29 millions de dollars, environ 14,5 milliards de francs Cfa. Le président de la Chambre des mines du Mali,

Abdoulaye Pona, qui a annoncé la nouvelle, a précisé que cette raffinerie sera érigée à Sénou (sud de Bamako), sur un site de 6 hectares, qui accueillera également divers ateliers intégrés à l'industrie minière, non seulement destinés à tailler les pierres précieuses, mais également à fabriquer des bijoux haut de gamme.

Un laboratoire de certification moderne est prévu sur le site, tandis qu'un accord est en cours de finalisation entre la Chambre des mines et des investisseurs émirati, pour l'établissement à Bamako d'une banque privée d'investissement intéressée par le financement des orpailleurs et propriétaires des petites mines, ainsi que des porteurs de

projets relatifs à ce secteur. On rappelle que l'exploitation industrielle de l'or rapporte annuellement au Mali entre 150 et 200 milliards de francs, mais la production artisanale, qui échappe au contrôle de l'Etat, estime ses recettes à quelque 6 à 7 milliards de francs, d'après l'agence Panapress.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

REPÈRES

Des Congolaises, épouses de Togolais

Une rencontre d'intégration et de lancement des activités de 2011-2012 du Groupement d'Intégration des Femmes Togolaises d'origine de la République Démocratique du Congo (GIFTO-RDC) a eu lieu le dimanche 18 décembre à Lomé. L'objectif de la réunion est de regrouper toutes les femmes congolaises ayant épousé des Togolais et de lancer les activités leur permettant de s'intégrer davantage afin d'apporter leurs contributions au développement de leur pays d'accueil. Elle vise également à promouvoir des échanges socioéconomiques et culturels pour l'épanouissement des femmes congolaises et togolaises, ainsi que celles des autres régions d'Afrique résident au Togo. Pour y arriver, les femmes togolaises d'origine congolaise entendent entre autres œuvrer pour l'autonomisation de la femme, sa santé sexuelle et reproductive mettant l'accent sur le planning familial et la non-violence conjugale. Elles envisagent aussi l'entreprenariat féminin et la culture de la solidarité entre les membres. A cet effet, les participants ont mis sur pied un bureau d'une dizaine de membres dirigé par Mme Cissé Lydia Kabangu, initiatrice du GIFTO-RDC. La représentante de la ministre de la Promotion de la Femme, Mme Léontine Akakpo, s'est réjouie de l'initiative et convié les membres à continuer les activités socioéconomiques et culturelles qu'elles mènent déjà au Togo. Elle a rassuré les membres du GIFTO-RDC qu'il existe des textes juridiques les aidant à mieux s'intégrer dans la culture togolaise avant de les garantir la disponibilité de son ministère à travailler à leurs côtés. "Epouser une personne d'un autre pays n'est pas synonyme de s'égarer, mais plutôt un atout", a fait remarquer la présidente du groupement qui a invité ses consœurs à utiliser cet atout pour s'affirmer en s'impliquant dans tous les domaines d'activités de la société togolaise. Mme Cissé Lydia Kabangu a saisi l'opportunité pour demander au chef de l'Etat togolais à s'investir pour la paix en RDC qui traverse une crise post électorale. D'autres personnalités avaient auparavant encouragé les membres du GIFTO-RDC pour leur engagement et promis de les appuyer pour l'atteinte des objectifs en vue du bien-être de tous.

Mieux gérer les vidanges au Togo

L'Union Syndicale des vidangeurs du Togo (USYNVITO) a tenu son congrès constitutif autour du thème "Mobilisation des conducteurs de camions de vidange du Togo face aux défis de leur secteurs" le vendredi 16 décembre à Lomé. Au cours des travaux, les congressistes ont étudié et adopté les statuts et règlement intérieur devant régir le fonctionnement de leur syndicat. Ils ont également mis sur pied un bureau exécutif de neuf membres dirigé par le secrétaire général, Tèvi Kangni Daniel pour un mandat de quatre ans. Au terme des travaux, les participants ont pris des résolutions telles que le respect scrupuleux du code de la route, le paiement régulier des taxes et impôts, le maintien de la propreté de l'environnement. Ils ont aussi formulé des doléances à l'endroit des autorités entre autres, la création des sites devant leur permettre de déverser en toute quiétude les déchets, l'établissement d'un permis (laissez-passer) leur permettant de circuler même aux heures de points. Ils ont demandé aux autorités de veiller à la suppression des tracasseries routières des forces de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions. Le secrétaire général de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT), Tèvi Sébastien a félicité les membres pour la création de ce syndicat qui selon lui permettra l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. M. Tèvi a exhorté le bureau à travailler dans le respect mutuel pour le développement économique. Pour sa part le secrétaire général de l'USYNVITO, a exhorté les autorités gouvernementales à prendre en compte leurs doléances afin de mieux exercer leur profession pour le bonheur de tous.

"Green Village Fondation" pour l'Afrique de l'ouest

L'Association "Green Village Fondation" (GVF) a tenu le samedi 17 décembre à Lomé, le Forum régional de Planification Stratégique pour l'Afrique. Ce forum a regroupé des représentants des pays de la sous-région ouest-africain, notamment le Togo, le Gabon, le Sénégal, le Bénin puis de la diaspora. La rencontre a permis aux acteurs de faire le bilan des actions menées pour l'année 2010-2011 et de réfléchir à la planification stratégique des actions de lutte contre la pauvreté des populations en Afrique. Il s'agit également de plancher sur les moyens de collecter des fonds en vue de participer activement à leur programme d'assistance et aide sociales aux communautés de base. Au cours des assises, les représentants de chaque association GVF des pays présents ont présenté des rapports moraux, financiers et les difficultés spécifiques rencontrées afin de leur apporter de l'aide. Ils ont, en outre établi le programme d'assistance et d'activités planifiées de la période 2011-2014 dans les domaines de l'environnement, de la santé, de l'éducation, du développement communautaire et dans la promotion de nouvelles pratiques agricoles. A l'ouverture des travaux, le président de GVF/Togo, Nazaire Klohoun Joseph a signifié que le rôle et la vision de GVF est de réduire la pauvreté au sein des populations du monde rural en Afrique. Pour lui, il faut soutenir les pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), d'ici à 2015. Il a indiqué que la "pauvreté" est le souci majeur des Etats, ainsi leurs efforts pour la mise en application de la résolution de l'ONU proclamée en 2000 visant à éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde et accorder une priorité aux actions de développement durable. M. Klohoun a invité les Etats, les institutions internationales, les ONG, les syndicats, les entreprises, les associations et les experts à leur emboîter le pas dans la lutte pour l'Éducation pour Tous, la protection de l'environnement et contre la pauvreté en général. Il a estimé qu'au sortir de ce forum, des solutions de financement et des initiatives concrètes permettront d'atteindre les objectifs fixés par GVF. Fondée en 2009 aux Etats-Unis et au Canada, GVF section occidentale regroupe le Ghana, le Sénégal, le Bénin et le Togo dont le siège se trouve à Lomé.

Musique

King Mensah en concert live ce samedi au Stade de Kégué

Généreux. Très généreux. King Mensah a cette qualité expansive que l'on peut retrouver chez les conducteurs d'homme, les leaders : la générosité. D'un naturel gai, le 25 décembre 2010, il organisait un méga concert au Stade de Kégué pour communiquer son contentement à ses milliers de fans. L'affluence a dépassé les attentes des organisateurs, là où Afia Mala n'a récolté que des brouilles le 17 décembre dernier. Plus de 30.000 personnes en 2010, la capacité du stade.

Rebelote ce 25 décembre au même lieu, autant dire que le Stade de Kégué sera plein comme un œuf, d'autant plus que le roi de la musique traditionnelle s'invite avec 15 autres artistes de la chanson togolaise.

Le succès de King Mensah tient surtout et avant tout à la qualité de sa musique et de sa voix. Cette espèce d'afro-funk, un mélange de la musique traditionnelle mangé à la sauce des instruments occidentaux et chanté surtout en mina-ewé dans un esprit qui touche les cœurs.

L'artiste touche les cœurs des plus humbles au plus puissant, même si on peut déplorer qu'il soit un peu en dehors des conflits sociaux, et n'aborde guère les problèmes qui

minent son peuple.

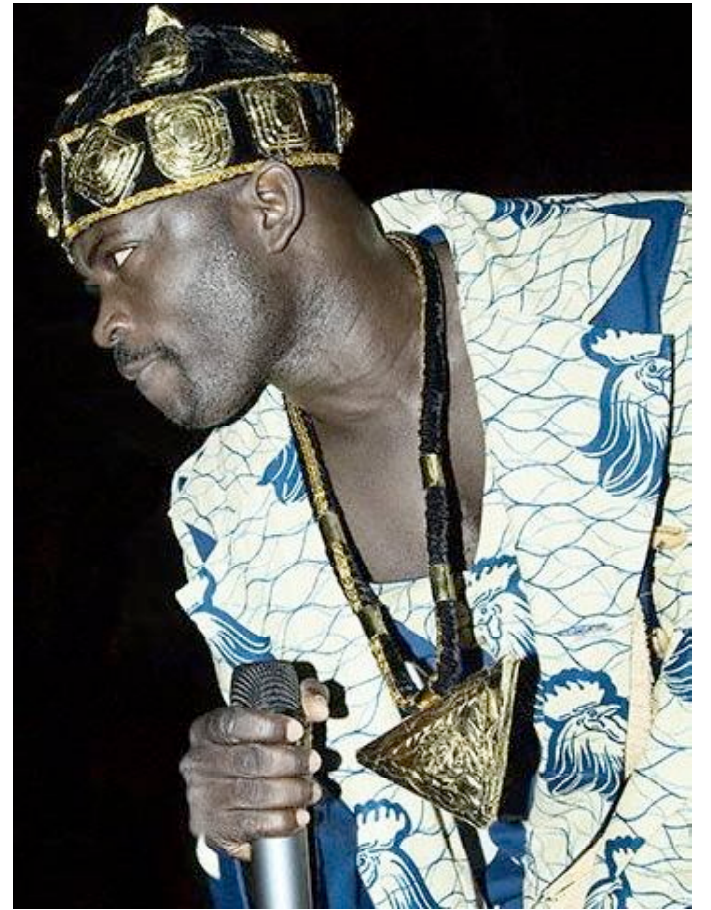
Avec un background de six albums, dont le tout dernier, "Da", un mélange de reggae et d'afro-funk, King Mensah est incontestablement l'artiste togolais le plus populaire depuis les années 1990.

La musicographie de l'artiste (15 ans de carrière) se résume pour le moment à six albums dont "Madjo", "Edidodo", "Mensah Mensah", "Elom", "Yétonam".

King Mensah, c'est deux Koras, une reconnaissance continentale, une distinction française de "Chevalier de la Légion d'honneur". Ce qui dénote tout de même de la dimension internationale de son travail artistique.

Sa musique est très écoutée dans la sous-région et c'est un plaisir immense que d'écouter King Mensah chanter à capella dans une gargote de Ouaga.

Son œuvre est bâtie sur des convictions très personnelles. Sa foi en Dieu et surtout en la capacité de l'homme à changer, ce qui explique ses engagements sociaux. Artiste généreux, connu pour son soutien aux autres musiciens, King Mensah est aussi un homme d'un grand cœur attendri par le sort de l'enfance



malheureuse. Militant du droit des enfants, il est fortement impliqué dans l'éducation des enfants orphelins dont s'occupe sa Fondation.

C'est un plaisir d'écouter King

Mensah, c'est encore plus un réel plaisir que de le voir sur scène. Car, il a aussi un don de la scène.

Rendez-vous ce samedi au Stade de Kégué.

Nécrologie

Mort de Václav Havel, homme politique et homme de lettres

L'écrivain et icône de la dissidence anticommuniste s'est éteint le 18 décembre à l'âge de 75 ans.

Le dramaturge et ancien président tchèque a succombé à une infection pulmonaire. Né en 1936 dans une famille de la grande bourgeoisie de Prague dépossédée par le régime communiste, Václav Havel, déclaré "ennemi de classe", devient éclairagiste dans un théâtre. Héritier des grands auteurs du théâtre de l'absurde, il produit des pièces à l'univers kafkaïen et raille les travers de la société tchèque. Après le Printemps de Prague, Havel refuse de s'exiler et choisit de combattre le régime de l'intérieur : il devient alors l'un des principaux acteurs de la dissidence et organise des réunions clandestines. Après la publication de son manifeste politique, la Charte 77, il passe dans



les prisons communistes plusieurs années durant lesquelles il écrit ses

Lettres à Olga, sa première épouse, publiées clandestinement en 1984.

Cinq ans plus tard, il devient l'un des artisans de la Révolution de Velours, une transition démocratique qu'il accompagne en devenant président. Opposé à l'éclatement du pays, il assiste impuissant à la division de la Tchécoslovaquie et se retire de la vie politique à la fin de son second mandat, en 2003. À la quinzaine de pièces de théâtre dont il est l'auteur, il faut ajouter ses mémoires (À vrai dire... : livre de l'après pouvoir, éd. de l'Aube) et même son premier film, Sur le départ, présenté il y a à peine quelques mois. Reste à envisager la question de son héritage politique. Si le monde entier salue le défenseur de la liberté, l'europhile et l'opposant à tous les totalitarismes, les Tchèques n'oublient pas son soutien à l'intervention américaine en Irak et la récupération d'une grande partie des biens jadis confisqués à sa famille.

Édition

L'université de Cambridge met en ligne les manuscrits d'Isaac Newton

Isaac Newton n'aura bientôt plus de secrets. L'université de Cambridge a numérisé près de 4000 feuillets écrits ou annotés par le théoricien de la gravitation universelle.

Plusieurs siècles après leur mort, l'université de Cambridge met encore un point d'honneur à

valoriser les travaux de ses anciens étudiants. Il est vrai que le brillant jeune homme dont elle vient de numériser les œuvres n'est autre qu'Isaac Newton, élève du Trinity College entre 1661 et 1665 avant d'y enseigner les mathématiques. La bibliothèque et les notes de recherche du

scientifique britannique ont longtemps été conservées par sa famille, mais l'université est parvenue à en acquérir une très grande partie. Plus de 4000 feuillets sont déjà en ligne, parmi lesquels le "Philosophiæ Naturalis Principia Mathematica", divers carnets de mathématiques ainsi que le Waste

Book, un recueil de notes réalisé lorsque Newton fut contraint de fuir la ville menacée par la peste. La collaboration de Cambridge avec l'université du Sussex, initiatrice du Newton Project, devrait permettre la mise en ligne rapide de transcriptions.

Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres Environ 8 milliards Cfa de la Banque mondiale pour mieux gérer les risques

C'est un communiqué en date du 20 décembre 2011 qui annonce la bonne nouvelle. Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale approuve en faveur du Togo un don d'un montant total de 16,9 millions de dollars US (environ 8 milliards de francs CFA) pour appuyer la mise en œuvre du Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT). Le nouveau projet est financé par plusieurs fonds fiduciaires, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (5,4 millions de dollars US), le Fonds d'adaptation aux changements climatiques des pays les moins avancés (3,7 millions de dollars US), la Facilité mondiale pour la réduction des risques de catastrophes et la relance (7,2 millions de dollars US) et TerrAfrica (500 000 dollars US).

Le Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres vise principalement à renforcer les capacités institutionnelles des institutions ciblées à gérer les risques d'inondation et de dégradation des terres dans des zones rurales et urbaines qui sont les plus vulnérables à ces deux phénomènes au Togo. Le Projet sera mis en œuvre à travers trois



Des victimes d'inondations et leurs biens en plein air (Archives 2010)

activités communautaires dans les bassins fluviaux et les zones inondables pour renforcer la résistance aux inondations et permettre aux communautés bénéficiaires de mieux gérer les risques conséquents. Le projet va également soutenir les meilleures pratiques visant à renforcer la résistance de l'agriculture aux

Un système national de suivi du climat et de gestion des terres sera élaboré pour suivre la couverture végétale et l'utilisation des sols, et apporter des estimations de la séquestration du carbone dans les zones du projet. Il est enfin prévu, dans le cadre de cette composante, une mise à jour de la cartographie nationale et des évaluations de risques ciblées pour identifier les investissements appropriés qui aideraient à atténuer l'impact des catastrophes, et les mécanismes de transfert de risque.

Les inondations récurrentes auxquelles le Togo fait face ces dernières années ont eu des effets particulièrement dévastateurs, avec des pertes en vies humaines, la destruction des infrastructures, et un impact sur l'économie togolaise. Le PGICT va contribuer à apporter des solutions qui vont aider à réduire ces impacts. « Les catastrophes peuvent constituer un frein au développement et à la croissance économique, et ont ainsi un lien direct avec la pauvreté. Le nouveau projet qui vient d'être approuvé par notre Conseil d'Administration constitue ainsi une première étape pour aider le gouvernement togolais à restaurer et préserver la nature et l'environnement de façon à maintenir la fertilité des sols et à atténuer les effets des catastrophes naturelles telles que les inondations et la sécheresse », a déclaré Madani M. Tall, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Togo.

Le Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres cadre parfaitement avec la Stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement togolais. Il s'aligne aussi sur la Note de Stratégie Intérimaire de la Banque mondiale pour le Togo, ainsi que sur la Stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique qui vise, entre autres, à renforcer la résilience des pays face aux effets des chocs tels que les catastrophes naturelles.

changements climatiques et à promouvoir la productivité des terres et l'efficacité de l'utilisation de l'eau. Les communautés recevront aussi une assistance dans la préparation des plans de financement durables et dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus autour des aires protégées afin de réduire la pression sur les ressources forestières et restaurer les services écologiques. (III) *Systèmes d'alerte précoce, suivi environnemental et développement des connaissances* (5,8 millions de dollars US) : le projet va soutenir l'élaboration d'un système d'alerte précoce national visant à informer les communautés sur les inondations possibles en vue de leur permettre de prendre les mesures appropriées pour protéger leurs vies et leurs biens.



Madani M. Tall, Directeur des opérations de la B.M. pour le Togo

principales composantes : (I) *Renforcement institutionnel et sensibilisation* (3,2 millions de dollars US) : les ressources allouées dans ce cadre serviront à renforcer les capacités des principales structures nationales, régionales, locales et communautaires, à travers la fourniture d'équipements et des formations. Elles serviront également à sensibiliser les populations bénéficiaires sur les risques liés aux inondations et à la dégradation des terres, à travers des campagnes d'information et de communication ciblées aux niveaux national et local. (II) *Activités communautaires pour l'adaptation aux changements climatiques et la gestion durable des terres* (6,8 millions de dollars US) : le PGICT va soutenir les

Pour l'atteinte des OMD en 2015 au Togo

L'Union européenne mettra 11 milliards Cfa pour le secteur Eau et assainissement pour la région Maritime

La Commission européenne a annoncé un financement supplémentaire pour des projets visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) les plus en retard dans 36 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Cet appui sera axé sur la réduction de la faim, de la mortalité infantile, une meilleure santé maternelle et la fourniture d'eau potable et d'installations sanitaires, indiqué l'institution européenne jeudi dans un communiqué. Avec cette décision, l'UE concrétise aujourd'hui son « Initiative OMD » d'un milliard d'euros annoncée en septembre 2010 lors du Sommet OMD de l'ONU à New York, précise le texte.

Dans le cadre de cette initiative de l'UE, le Togo pourra bénéficier d'une aide de 16,7 millions d'euros (près de 11 milliards de francs Cfa) dans le domaine de l'eau potable

et de l'assainissement sur la base d'une proposition de projet visant à fournir un service d'eau potable et d'assainissement à une population estimée entre 300 000 et 350 000 habitants de la région Maritime, en milieu semi-urbain d'ici 2015. L'objectif est de démarrer la mise en œuvre des actions de ce projet début 2013 au plus tard. L'Union européenne rappelle que la Région Maritime cumule plusieurs retards dans l'atteinte des OMD au Togo, notamment pour ce qui est des services d'eau et d'assainissement en zones semi-urbaines (13% de la population a accès à l'eau potable alors même que sa population est en croissance continue et représente 41,7% de la population nationale) et concentre 90% de l'activité économique du pays.

Pour le commissaire européen au Développement, Andris

Piebalgs, « Ce soutien supplémentaire de l'UE apportera une contribution majeure à la lutte contre la pauvreté. En droite ligne avec notre récente proposition d'une future politique de développement de l'UE, le « Programme pour le Changement », nous allons investir là où c'est le plus nécessaire et où nous pouvons obtenir des résultats effectifs. Je suis heureux qu'un an après l'annonce de l'initiative OMD à New York, nous soyons maintenant prêts à financer des projets concrets sur le terrain. Notre objectif est de faire tout notre possible pour aider les pays en développement à atteindre les OMD d'ici à 2015, un but auquel nous sommes toujours fermement engagés. Cela reste un combat difficile mais ce n'est pas le moment pour relâcher nos efforts ».

Amélioration de l'environnement des affaires

Le commerce des produits forestiers veut se simplifier

En matière d'environnement des affaires – Doing Business –, le Togo traîne les pas dans le classement mondial. Mieux encore, il perd des places : du 158^e rang occupé l'année dernière, le Togo s'est fait classer 162^{ème}, à seulement vingt-et-une longueurs du dernier pays classé. Bien évidemment, cela s'appelle « détérioration du climat des affaires » au Togo. Et chacun y trouve sa responsabilité. C'est le cas du ministère de l'Environnement et des ressources forestières.

Le patron des lieux, Kossivi Ayikoé, image sa solution, du

moins pour ce qui concerne son département. L'accent sera mis ici sur l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit des produits forestiers ligneux pour lesquels un décret a été pris le 8 septembre 2011 pour réglementer les activités. L'objectif visé est d'atteindre la traçabilité des produits commercialisés, la gestion durable des ressources forestières et de faciliter davantage le commerce des produits forestiers. Les pistes de propositions ou de réformes devront porter, entre autres, sur la réduction de la durée et des coûts des procédures administratives.

Ainsi, pour les opérations d'exportation et de réexportation, seulement deux documents suffiront : l'autorisation d'exportation et le certificat d'emportage. Les délais d'obtention de ces documents seront de 5 jours au maximum, au lieu de 7. Pour l'importation, trois documents seront nécessaires. Il s'agira de l'autorisation d'importation, l'autorisation de transport et le permis de circulation. Le délai de leur obtention sera de 10 jours civils au lieu de 30 actuellement. En ce qui concerne le transit, le seul document à fournir est une simple déclaration de transit qui sera délivré en un jour.

Nouvelle Convention Collective Interprofessionnelle du Togo

Le salaire de base de 35.000 francs Cfa pourra-t-il s'imposer à tous ?

(suite de la page 3)

Cfa et ceci permet de restructurer toute la grille de salaire dans tous les secteurs », a indiqué le Directeur du Travail et des lois sociales, Ekoué Amoussou-Kouété. Et d'ajouter que « cette nouvelle convention a modifié les éléments de calculs des heures supplémentaires, les conditions d'indemnisation du travailleur malade sont améliorées ainsi que les techniques de départ à la retraite, des clauses de formation ont été introduites qui constituent maintenant des obligations pour l'employeur pour former leurs travailleurs ».

« Aujourd'hui, nous célébrons

non seulement l'arrivée d'un nouvel instrument dans le fonctionnement des relations professionnelles au Togo, mais surtout la vertu du dialogue, de la tempérance dans les relations et de la patience des bâtisseurs », a indiqué, pour sa part, le Ministre Nicoué Broohm du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, avant de souligner que « si nous sommes arrivés à ces résultats significatifs, c'est grâce au dialogue et à la concertation. La dynamique fructueuse enclenchée et animée par les acteurs du monde du travail est une leçon de patriotisme qui doit inspirer les uns et les autres dans leurs actions et réactions ».

Il faut rappeler que c'est en 2010

que la Convention collective interprofessionnelle au Togo, datant de 1974, est entrée dans sa phase de révision en vue de son adaptation aux réalités et enjeux actuels du monde du travail dans ce pays. Elle a été soumise à un atelier qui a regroupé, notamment, des représentants des travailleurs du secteur privé, des représentants des organisations syndicales, du patronat, des responsables du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Déjà, en 2006, un nouveau Code du travail a été promulgué faisant obligation aux autorités togolaises de revoir la convention collective interprofessionnelle, au regard de l'évolution des réalités du monde du travail.

Education

Le «texto» fait perdre l'orthographe

Au Togo, comme ailleurs, à force d'envoyer des textos, les jeunes perdent leurs notions déjà faibles d'orthographe et de français. Au grand dam des enseignants et des parents.

Etonam Sossou

«10 m3 kil ta 10 car gy l8 mtr ça 2mè», (Dis-moi ce qu'il t'a dit car je vais lui remettre ça demain) ou «7x6 tu vi1 ojrd8 » (Cette fois-ci tu viens aujourd'hui). L'écriture texto qui permet d'économiser de la place et donc de l'argent quand on envoie des SMS est devenue très courante dans les milieux universitaires et scolaire, à Lomé, comme ailleurs dans le pays. L'espace de la page alphanumérique du portable réduit au minimum le nombre de signes et chacun condense les mots au mieux. Avec la multiplication des téléphones portables, les élèves perdent donc l'habitude d'écrire. «Avec le SMS, c'est facile et rapide car je ne tiens pas compte de l'orthographe. Mes destinataires savent que c'est la règle des SMS», explique Pacifique, étudiant. Toutefois, il reconnaît qu'il en oublie

son français : «Souvent, je me rends compte que je ne sais plus écrire correctement un mot».

L'orthographe oubliée

«J'écris une lettre seulement lorsqu'il s'agit d'introduire un recours au niveau de l'administration et souvent, je me fais aider par quelqu'un pour la forme», confie Cyriaque, étudiant en troisième année de ressources humaines dans un institut privé de la place. À l'époque où les téléphones portables n'existaient pas, les jeunes échangeaient volontiers des correspondances. Ils s'appliquaient afin de ne pas donner l'occasion à leur destinataire de mettre en cause leur niveau d'études. «Quand j'écrivais une lettre à ma petite amie, je le faisais avec un dictionnaire et au moindre doute, je vérifiais l'orthographe du mot », se souvient Emmanuel, de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest. «C'était un bel exercice, car l'orthographe du mot consulté

restait gravée dans ma tête», ajoute-t-il.

En revanche, l'habitude d'amputer les mots et de remplacer les lettres par des chiffres, conduit à la longue à l'oubli de l'orthographe correcte du français. «Le niveau du français chez les jeunes a baissé il y a longtemps, mais le texto est venu tout détruire», estime Jules, un parent, en secouant la tête. Pour limiter ces textos, beaucoup d'écoles interdisent désormais formellement l'utilisation des portables dans leurs enceintes. Et, souvent, un article du règlement intérieur y est consacré.

Recul du français

«La bonne orthographe est liée à l'apprentissage systématique et à la pratique, l'écriture et la lecture», martèle Fabrice, enseignant de français dans plusieurs écoles de Lomé. Pour lui, c'est le manque de lecture qui est le principal problème. A part l'enseignement lors des cours de français, les étudiants et élèves ne fréquentent pas les



bibliothèques. De toute façon, ils sont rares au Togo et ne comptent que de vieux livres.

Au niveau de l'école secondaire, la situation est encore pire. Les élèves ne croient plus aux études. Pour eux, la réussite sociale peut être atteinte autrement. De tels préjugés compliquant la tâche des

enseignants de français. Nombre d'entre eux sont découragés et ne font plus que de la présence. «L'essentiel pour moi est d'arriver à la fin du mois et de toucher mon salaire de misère», confie l'un d'eux.

Pour remédier à ce recul du français, des programmes de

formation de professeurs de cette langue ont été mis en place. Ces programmes sont étendus aux écoles primaires et secondaires et même aux universités avec l'organisation de concours d'orthographe pour les élèves et les étudiants.

Société

Noël: L'engouement n'est pas le même partout !

Pendant que les nantis se concentrent dans l'aspect festif, les moins riches attendent la venue du Christ dans la prière

Cette fête de la nativité est loin de connaître le même engouement dans toutes les familles. «Je prépare la fête de Noël depuis deux semaines. Il faut des nouveaux costumes pour mon mari, mes enfants et moi. J'ai trois filles qui voudront sûrement se faire belles dans les salons de coiffures et les dépenses pour une seule tête se chiffrent à plus de 5.000 Fcfa. Sans compter la décoration, les cadeaux et le repas. Il nous faut les grandes marques de vin pour

qu'à les cuire dimanche. J'ai fait le grand marché aujourd'hui en compagnie de mon chauffeur, de mes deux femmes de ménages et une de mes filles. C'est pourquoi, ce n'est que maintenant que tu vois écailler le poisson» indique t-elle en direction de sa fille ainée qui doit nettoyer une cuvette de bar corvina.

Dans cette maison, le menu est riche et varié. Salade, carottes râpées pour l'entrée. Poulet, poisson, mets de concombre, frites

spécial. S'il arrive que le repas ne soit pas totalement consommé, nous le mettons au frigo pour réchauffer et manger au fur et à mesure». Les dépenses de cette famille se chiffrent à l'heure actuelle à plus de 100.000 Fcfa et ce n'est pas tout. Les enfants auront besoin le jour-j de l'argent de poche. Ici, l'on entend comme tout le monde se rendre dans une congrégation religieuse pour rendre gloire à celui qui vient au nom du père.

La famille de Bill T. prépare la venue du Christ à sa manière. «Tous les soirs, nous nous rendons à la veillée de prière qui a commencé dans la chapelle du Ministère Jésus revient le 19 décembre. Pour les fêtes, j'ai acheté une nouvelle robe à ma fille. Mais sa mère n'a rien de neuf, car je n'ai pas d'argent». Locataire dans une chambre au quartier Awatamé et, qui vit avec sa femme et leur fille, M. Bill, visiblement sans emploi stable, nous donne ces explications en séchant le linge. Ici, pas d'arbre de Noël, pas d'effervescence particulière. Sa femme ne réclame rien de particulier, elle dit même comprendre son conjoint. «Mon mari n'a pas d'argent. Demain, nous allons préparer du riz à la sauce tomate et acheter un jus à l'enfant. La fête a lieu tous les jours, je ne vois pas pourquoi je dois m'en faire». Mme Bill d'un sourire radieux, nous précise que le plus important pour sa famille, c'est d'être dans les bonnes conditions spirituelles, prêts à recevoir le seigneur Jésus quand il viendra.



nos invités habitués aux bonnes choses» explique Mme Bernadette, de plein pied dans la décoration de l'arbre de Noël ce 22 décembre, point culminant des préparatifs commémorant la naissance de l'enfant Jésus. Tout est fin prêt, ajoute cette habitante du quartier Adinomoto à Lomé. «Les poulets sont déjà dans les frigos, il ne reste

de pommes de terre, fofou comme plat de résistance. Gâteau, pastèques, banane, ananas et papaye constituent le dessert. Tout ceci arrosés de jus naturel pour les petits, les bières pour les moins jeunes et les vins et liqueurs pour les adultes et invités. «Nous n'en faisons pas trop. Un jour comme celui-ci mérite un traitement

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1091 DE LOTO BENZ DU 14 DECEMBRE 2011

Nous sommes le mercredi 21 Décembre 2011 et le tirage de Loto Benz auquel nous prenons part aujourd'hui porte le N°1092.

Lors du tirage de mercredi dernier, la LONATO a permis à plusieurs parieurs basés sur toute l'étendue du territoire de gagner de nombreux lots intermédiaires et quelques gros lots.

A LOME, nous avons enregistré auprès des opérateurs 3424, 6215 et 7987 trois lots de 750.000F CFA.

Le point de vente 3033 basé à Hanoukopé a également fait le bonheur d'un parieur qui remporte le gros lot de 1.000.000F CFA.

La ville de BADOU n'est pas en reste avec un gros lot de 500.000F CFA gagné auprès de l'opérateur 2118.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**AVEC LA LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !!!**

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1092 de LOTO BENZ du mercredi 21 Décembre 2011

Numéro de base

48

46

05

52

83

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Partie



MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE DES TELECOMMUNICATIONS DU TOGO
(TOGO TELECOM)AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERTPOUR LA FOURNITURE DE MATERIEL RESEAU ET OUTILLAGE
FINANCEMENT : FONDS PROPRES

AOI n°002/2011/TGT/DG/PRMP/DML

Date de lancement de l'avis : **15 novembre 2011**

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) se propose d'utiliser ses fonds propres pour financer le coût du projet d'acquisition de Matériel Réseau et Outillage. Il est prévu qu'une partie de ces fonds alloués au titre d'investissement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de **fourniture de Matériel Réseau et Outillage** pour lequel le présent Appel d'Offres International est lancé.

1. L'appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises ou sociétés remplissant les conditions requises.
2. La société TOGO TELECOM, représentée par son Directeur Général, invite, par le présent avis d'appel d'offres, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs offres sous plis fermé, pour la fourniture de Matériel Réseau et Outillage.

L'appel d'offres concerne la fourniture de Matériel Réseau et Outillage. L'ensemble des fournitures est reparti en deux (02) lots.

Le dossier d'Appel d'Offres pourra être retiré à la Direction Générale de TOGO TELECOM au secrétariat du Département Moyens et Logistique, **Porte 006** au rez-de-chaussée, moyennant paiement en espèce, à la caisse de régie d'avance de TOGO TELECOM, d'une somme non remboursable de Cent Mille (100 000) F CFA à l'adresse suivante :

Direction Générale de TOGO TELECOM
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté
BP : 333 Lomé – Togo
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01
Télex : 5245 TG
Fax : (228) 22 21 03 73
E-mail : spdggt@togotel.net.tg

3. Les offres rédigées en langue française, doivent être accompagnées d'une garantie de soumission pour chaque lot :

Lot 1 : **Quarante Six Millions Six Cent Dix Mille (46 610 000) FCFA**
Lot 2 : **Cinq Millions Soixante Quinze Mille (5 075 000) FCFA.**

Toutefois, les spécifications techniques peuvent être rédigées en français ou en anglais.

4. Chaque candidat peut soumissionner pour un ou pour les deux lots. Un soumissionnaire peut être attributaire des deux (02) lots.
5. Le délai de livraison des fournitures est de trois (03) mois maximum à compter de la notification du marché.

6-Les clauses des instructions aux soumissionnaires et celles du cahier des clauses administratives générales sont les clauses du Dossier type d'Appel d'Offres. Toutes les offres des soumissionnaires seront déposées à la Direction Générale de TOGO TELECOM au Secrétariat Administratif (Direction des Ressources Humaines), **Porte N° 12**, au rez-de-chaussée, au plus tard le **30 décembre 2011 à 09h 00mn**.
Les offres remises hors délai ne sont pas acceptées.

7-Les soumissionnaires doivent satisfaire aux critères de qualification suivants :

- a) Etre une entreprise régulièrement inscrite au registre du commerce et du crédit mobilier;
- b) Expérience minimale de trois (03) ans dans la fourniture du matériel similaire demandé ;
- c) être en règle avec les administrations fiscale et sociale (pour les nationaux);
- d) Avoir des liquidités ou des facilités de crédit pour l'ensemble du matériel soumissionnés.

8-Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent assister à cette ouverture, le **30 décembre 2011 à 9h 30mn** dans la salle de réunion de la Direction Générale de TOGO TELECOM du rez-de-chaussée.

9-Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

Les pièces à fournir et les critères de qualification ci-dessus mentionnés sont plus détaillés dans le dossier d'appel d'offres relatif au présent avis.

Pour tous renseignements complémentaires, consulter le **site Internet de TOGO TELECOM** : www.togotelecom.tg ou s'adresser au **Département Moyens et Logistiques, Direction Générale, sis à la Place de la Réconciliation quartier Atchanté,**
Tél.: 23 38 55 92 / 22 53 40 05.

LA DIRECTION GENERALE DE TOGO TELECOM